

Hocine ZAHOUANE et Mohammed HARBI enfin libres !

leur déclaration :

L'inachèvement de la tentative libératrice esquissée en 1963 avec l'autogestion ouvrière et paysanne et son remplacement par un régime se référant au socialisme réduit à une simple idéologie du développement, nous fait un devoir de dénoncer les fausses interprétations de la question algérienne et les faux prétextes qui esquintent la réalité de ce qu'est le pouvoir politique.

Ni le brouillard de la propagande ni la complaisance à l'égard de l'accompli ne sauraient masquer le fait que les producteurs algériens sont radicalement expropriés de la gestion de l'économie et les citoyens de la direction de l'Etat. A tous les niveaux de la société se déploie la force coercitive des appareils répressifs. Compléments indispensables à leur action, l'alibi nationaliste, la manipulation de la religion, la censure et le contrôle de la circulation des hommes tentent de créer en Algérie une nouvelle « ligne Morice » qui garantirait le monologue des bénéficiaires du pouvoir et persuaderait les masses que la liberté politique n'est pas le plus profond des besoins.

C'est pourquoi, l'alternance des pressions et des ouvertures en notre direction n'a pas entamé notre refus de donner une quelconque caution à un régime fondé sur l'exploitation et la suppression des libertés. En cela nous nous différencions des nostalgiques du passé comme de ceux qui veulent faire des masses opprimées de notre pays une force d'appoint au service d'une fraction de la bourgeoisie bureaucratique préalablement gratifiée d'une étiquette anti-impérialiste.

Notre hostilité au coup d'Etat du 19 juin reposait sur la conviction amplement vérifiée aujourd'hui, que la bureaucratie bourgeoise en formation dans le cadre de l'Etat, prolongement de la direction paraétatique forgée au cours de la guerre au sein de l'armée et du F.L.N., ne reconnaissait plus en BEN BELLA son porte drapeau et avait jugé le moment venu d'en finir avec l'équilibre instable entre les classes et de s'accaparer le monopole de l'initiative politique.

Huit années ont passé. Après une période de pause destinée à créer le vide autour d'elle par la répression des opposants et l'assujétissement des organisations de travailleurs, la bourgeoisie bureaucratique a cherché à mettre en place les instruments propres à assurer sa domination et à augmenter ses profits. La société a changé de physionomie.

Des transformations sont intervenues mais les réponses apportées aux problèmes de la récupération nationale des richesses, de l'industrialisation, de la réforme agraire, de la libération des femmes, de l'Etat ont seulement changé les termes des contradictions du régime.

Toutes les mesures ont simplement élargi la base sociale de la bourgeoisie d'Etat au lieu d'intégrer, dans les circuits économiques, les centaines de milliers d'hommes qui attendent du travail. La production de l'inflation et du chômage, l'exportation des hommes témoignent qu'avec ou sans le plan la réalité de l'économie échappe aux gouvernants.

Les critiques faites le 19 juin 1965 à BEN BELLA pourront être adressées avec plus de force à ses successeurs. La concentration progressive des pouvoirs entre les mains de BOUMEDIENNE, les luttes de clans, la crise de la productivité, le gaspillage des ressources, la circulation incontrôlée des marchandises et des capitaux, le pillage et la corruption sont des traits inhérents à la bourgeoisie bureaucratique. Le mythe de son efficacité s'effondre devant l'inefficacité des mythes destinés à cacher son impuissance.

Le projet socialiste a été falsifié. Force est de l'expliquer à nouveau. Le manque de précision sur la nature et les formes de l'oppression en Algérie, la compréhension partielle des tendances du développement, restent les clés des mésaventures des révolutionnaires et de l'absence d'une politique autonome au service des exploités.

Les contradictions entre adeptes de l'initiative privée et partisans de la gestion étatique restent secondaires face à leur commune opposition aux damnés de la terre. L'enrichissement scandaleux des uns et des autres révèle leur interaction dans la rivalité et dans la solidarité, ainsi que leur dépendance commune à l'égard du marché capitaliste mondial.

Les dangers extérieurs dont l'idéologie officielle use à volonté constituent un abri naturel qui permet à la classe dominante d'estomper la différenciation sociale au sein de la société algérienne. Le seul moyen de les éviter est de libérer l'énergie créatrice des masses et de rétablir le pouvoir de la révolution, seule source de légitimité. Malgré le mécontentement des masses, la détérioration du niveau de vie et le blocage des salaires dans de larges secteurs, la lutte pour des changements décisifs, irréversibles, doit s'inscrire dans une stratégie de longue durée, exclure les complots et les conspirations, prendre appui sur la prise de conscience des masses, et s'attacher d'abord à la clarification des questions fondamentales qui se posent au mouvement révolutionnaire.

Le renouveau est à ce prix.

Le combat du peuple palestinien pour sa libération est aujourd'hui la pointe la plus avancée de la lutte pour la libération nationale et sociale dans le monde arabe. Il est nôtre. Avec tous les révolutionnaires nous considérons comme notre devoir d'y participer et de le défendre contre le sionisme, l'impérialisme et les classes dirigeantes arabes qui sont parmi ses fossoyeurs.

Rome, mai 1973

Hocine ZAHOUANE

Militant du M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques). Adhère au F.L.N. en 1954. Arrêté en 1955. Libéré en 1957. Gagne le maquis en Wilaya III. La quitte en 1959 porteur d'un rapport à l'intention du ministre de la défense. Ce rapport s'élevant contre les purges en Wilaya III. Affecté à l'Etat-Major aux Frontières. Rentre en Algérie en 1962 dans le cadre de la zone autonome d'Alger. Membre de la Fédération du Grand-Alger puis du Bureau Politique du F.L.N., chargé de la Commission d'Orientation. S'oppose au putsch en 1965. Après cinq années de prison puis de résidence surveillée dans le sud algérien, est libéré en demeurant interdit de séjour dans les principaux centres du pays. Quitte l'Algérie en mai 1973.

Mohammed HARBI

Membre du M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques). Adhère au F.L.N. en 1954. Membre de la direction de la Fédération de France (propagande et information) février 1957/avril 1958. Directeur du Cabinet Civil de Krim Belkacem mai 1959/janvier 1960.

Directeur du département « Pays Socialistes » aux affaires étrangères (Ministère Krim) février 1960/juin 1960. Participe aux premières négociations d'Evian en tant qu'expert.

Ambassadeur en Guinée jusqu'en septembre 1961. Devient à partir de cette date Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères (Ministère Saad Dahlab) jusqu'en octobre 1962. Nommé ambassadeur au Liban. Ne rejoint pas son poste.

Deviens Conseiller Politique à la Présidence et Directeur de l'hebdomadaire « Révolution Africaine ». A été également rédacteur du Programme de Tripoli et de la Charte d'Alger. S'oppose au coup d'Etat de juin 1965.

Arrêté en août 1965. Après 5 années de prison et de résidence surveillée dans le sud algérien, est interdit de séjour dans les principaux centres du pays. Quitte l'Algérie en mai 1973.